

Jeux d'échelles.

Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 68

Isabelle Sommier

C'est à Berkeley au cours de l'automne 1964 que la contestation proprement étudiante commence avec la revendication de « pouvoir étudiant » portée par le Free Speech Movement (FSM). L'Institut supérieur des sciences sociales de Trente, en Italie, est la deuxième université à se mettre en grève à partir de janvier 1966 sur des objectifs strictement universitaires. Il est suivi en mars 1967 par la London School of Economics, puis par le campus de Nanterre. L'agitation fait tache d'huile l'année suivante : en janvier à Madrid, à Leicester en février, à Rome en mars, à Columbia et Nihon en avril, la révolte explose en mai à Paris, à Belgrade et Todai en juin, à Mexico tout l'été, à Francfort en septembre, etc. On observe également des mouvements en Belgique, en Suède, en Pologne, en Tchécoslovaquie. L'observateur un tant soit peu averti cependant voit immédiatement combien cette esquisse chronologique centrée sur la question académique est très contestable. Comment ignorer, sur le sol étasunien, l'incidence du mouvement des droits civiques sur la politisation des campus ? Ou, là encore mais aussi ailleurs, celle, essentielle, de la lutte contre la guerre du Vietnam ? Du reste, démêler les causes internes, c'est-à-dire propres aux enjeux académiques, et externes des révoltes étudiantes est souvent voué à l'échec ainsi, par exemple, de l'occupation de Columbia dont les débuts, le 23 avril 1968, sont portés à la fois par des militants de la cause des Noirs et par le Students for a Democratic Society (SDS) mobilisé contre la guerre du Vietnam mais aussi contre la traduction d'une étudiante devant le conseil de discipline.

En d'autres termes, la question de la diffusion des révoltes juvéniles au cours de ce que Bernard Lacroix a appelé les « années 68 ¹ » oblige à penser deux types de diffusion à la fois : l'extension sociale et la circulation géographique concomitante, ce qui nous contraint à regarder ensemble l'échelle locale et l'échelle transnationale. Or les sciences sociales, du moins la sociologie des mouvements sociaux dans laquelle le présent article s'inscrit, sont très inégalement armées pour s'y atteler alors même que cette question a accompagné ses balbutiements : la thèse de l'imitation et de la contagion des comportements collectifs est en effet au cœur de la psychologie des foules (qui en représente en quelque sorte la préhistoire) et, plus tard, des études menées à l'école de Chicago, de son fondateur Robert Park à ses élèves Blumer ou Turner et Killian ². La constitution du sous-champ disciplinaire s'étant établie en

¹ Bernard Lacroix, « Les jeunes et l'utopie : transformations sociales et représentations collectives dans la France des années 1968 », dans *Mélanges offerts au professeur Jacques Ellul*, Paris, PUF, 1983, p. 719-742. Pour une comparaison des mouvements d'extrême gauche de ces années dans plusieurs pays, voir Isabelle Sommier, *La violence révolutionnaire*, Presses de sciences po, 2008.

² Robert Park et E.W. Burgess, *Introduction to the science of sociology*, NY, Greenwood Press, 1921 ; Herbert Blumer, "Collective behaviour", dans A. Mac Lung Lee, *Principles of sociology*,

réaction à cet héritage qui renvoyait une image irrationnelle des mouvements sociaux, la question elle-même a disparu de l'horizon scientifique pour resurgir précisément à propos de la période 68, mais de façon détournée. Les interprétations se concentrent tout d'abord sur les révoltes de la jeunesse scolarisée dont la simultanéité est rapportée à des facteurs d'ordre macro-sociologique (I). Le modèle des cycles lancé par Tarrow à partir de sa recherche sur le mouvement italien vient ensuite élargir la perspective en les resituant dans une vague conflictuelle plus ample tout comme le fait en France Michel Dobry en interrogeant les logiques de déssectorisation, l'un et l'autre s'attachant à l'extension sociale du conflit (II). Plus ardue, l'articulation de cette question à celle de la diffusion spatiale anime aujourd'hui des pistes de recherches qui restent largement ouvertes et encore inabouties (III). Tous ces modèles ne jouent pas le jeu du « jeu d'échelles » dans ses dimensions à la fois locale, nationale et transnationale, certains proposant un modèle explicatif applicable à l'ensemble des cas, d'autres se concentrant sur un pays mais ils contribuent tous, à des titres divers, à sa compréhension.

La simultanéité des révoltes juvéniles : les approches macro-sociologiques

En dépit de leur singularité paradigmatique irréductible parfois, les auteurs examinés dans cette partie partagent deux points communs. D'une part, ils s'attachent essentiellement voire exclusivement à la révolte de la jeunesse scolarisée, sans envisager, ou seulement à titre secondaire, les relations qu'elle a pu entretenir avec d'autres secteurs sociaux. D'autre part ils en donnent une interprétation privilégiant la dimension macro-sociologique : le reflet d'un changement de société, l'émergence des jeunes comme groupe social ou encore les effets de la transformation de l'institution académique.

Le reflet d'un changement de société

C'est sans doute Alain Touraine qui est allé le plus loin dans l'interprétation macro-sociologique en faisant de 1968 le révélateur de l'émergence d'une nouvelle forme de conflit et de société : la société post-industrielle ou programmée³. Pour lui, la domination de classe ne se situe désormais plus dans l'organisation du travail, comme c'était le cas de la société industrielle (d'où la centralité du conflit de classe dans l'usine), mais dans la gestion des appareils de production et d'information dirigés par les technocrates. Il s'ensuit que la lutte centrale n'est plus celle opposant le capital au travail, mais « la lutte des appareils et des usagers, consommateurs ou habitants, définis moins par leurs attributs spécifiques que par leur résistance à la domination de ces appareils. » Ce n'est plus non plus la production de biens matériels

Barnes & Noble, 1951, p.166-222 ; Ralph Turner et Lewis Killian, *Collective behavior*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1957, 1986.

³ Alain Touraine, *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Paris, Seuil, 1972 ; *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978 ; *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973, rééd. 1993.

qui est essentielle, mais la production et la diffusion de biens culturels, en particulier les soins médicaux, l'éducation et l'information. Le conflit social porterait dès lors sur l'utilisation sociale des techniques et le contenu culturel des programmes scolaires, médicaux, etc., ainsi que semblent l'exprimer les dits « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) qui, au cours des années 1970, engagent les acteurs sur la défense de leur identité, d'un mode de vie, sur le thème de l'autonomie du sujet. « Dans la société programmée, le lieu central de la protestation et de la revendication est le bonheur ⁴. »

L'effet « génération »

Pour expliquer ce qu'il appelle la Révolution culturelle de ces années, Eric Hobsbawm ⁵ de son côté émet une double hypothèse : 1) l'émergence d'une conscience inédite de la jeunesse occidentale de former un groupe et 2) l'existence de vecteurs nouveaux et/ou accélérés de circulation des idées. Sa seconde hypothèse souligne plus qu'elle n'explique, mais nous y reviendrons, les vecteurs inédits de circulation d'une culture populaire juvénile.

La première repose sur un fait peu contestable en soi : l'émergence d'une culture juvénile de masse et la naissance de l'adolescence mise en lumière par Edgar Morin dans le quotidien *Le Monde* des 7-8 juillet 1963. Elle s'explique d'abord par un fait social inédit – l'importance numérique des *baby-boomers* de l'après deuxième guerre mondiale – et par la singularité de cette génération qui, d'après le schéma de Ronald Inglehart ⁶, connaît une situation parfaitement inédite. Suivant son analyse structurelle, c'est en raison de l'élévation générale du niveau de vie et de l'absence de guerre depuis la seconde guerre mondiale que peuvent se développer à partir des années 1960 de nouvelles aspirations, plus « qualitatives » (accentuation des besoins d'appartenance, d'estime et de réalisation de soi), également rendues possibles par les progrès de l'éducation et des communications de masse qui ont engendré une élévation du niveau de compétence politique et de la demande de participation. Le sociologue américain distingue donc trois niveaux d'analyse :

- les changements au niveau du système, au nombre de quatre : les progrès technologiques et économiques ayant permis la prospérité ; l'apparition de cohortes partageant des expériences spécifiques, en particulier celle de n'avoir jamais connu de guerre ; la hausse du niveau d'instruction ; le développement des communications de masse ;
- les changements induits au niveau individuel, en termes de valeurs (un besoin accru en estime et en réalisation de soi) comme de compétences politiques supérieures ;
- les conséquences pour le système politique, confronté à de nouveaux enjeux centrés autour des styles de vie plus que des besoins économiques, à un

⁴ Alain Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard 1984, p. 239.

⁵ Eric Hobsbawm, *L'âge des extrêmes*, Paris, Ed. Complexe, 1994, p. 419-449.

⁶ Ronald Inglehart, *The silent revolution : changing values and political styles among western publics*, NJ, Princeton university press, 1977 ; *Cultural shifts in advanced industrial societies*, NJ, Princeton University Press, 1990.

changement des bases sociales du politique avec le déclin des conflits de classe et l'émergence de nouvelles organisations, au déclin de la légitimité de l'Etat-nation et de la confiance envers les institutions et les organisations traditionnelles et enfin à de nouvelles formes de participation politique : demande de participation au processus de décisions et non plus seulement à la sélection des élites ; baisse des taux de participation politique conventionnelle comme le vote, jugé inefficace, au profit de formes hétérodoxes.

Inglehart en tire la conclusion d'un effet de génération dont le clivage serait devenu plus important que le clivage de classes. L'indice de postmatérialisme croîtrait avec les cohortes les plus jeunes, mais ne faiblirait pas avec le vieillissement biologique de l'individu. Il serait donc amené à se renforcer avec les années. Il augmenterait également avec le niveau d'instruction lui-même favorable à la politisation à gauche et s'accompagnerait d'une méfiance à l'égard des organisations et d'une plus grande acceptation des modes d'action non conventionnels.

D'autres auteurs ont poursuivi ses réflexions, en interprétant en particulier la montée des protestations par la contradiction existant entre l'accroissement de la politisation des jeunes (et en conséquence leur demande également croissante de participation) et les structures politiques, au sens large (de l'Etat aux partis politiques censés agréger les demandes). C'est en particulier le cas de l'enquête coordonnée par S. Barnes et M. Kaase auprès des 15 ans et plus aux Etats-Unis, en RFA, Grande-Bretagne, Hollande, Autriche suivant la technique des échelles d'attitude pour mesurer le « potentiel protestataire », attesté par le jugement, voire la participation à des actions non conventionnelles, de la pétition aux dommages aux biens et aux personnes⁷. L'analyse se révèle assez séduisante pour expliquer l'« humeur » des mouvements des années 1960-1970, en particulier la critique des organisations et plus généralement de la délégation, des appareils et de la bureaucratisation, mais aussi celle de la logique marchande et productiviste qui renvoie dos à dos capitalisme et marxisme orthodoxe. Elle ne résistera cependant pas aux effets de retournement de conjoncture économique conduisant au retour des revendications matérialistes⁸.

L'institution académique déstabilisée

Les révoltes de ces années incubant toutes dans la population étudiante, nombreux sont les chercheurs à s'être intéressés à l'institution universitaire pour mettre en exergue les contradictions entre un système d'enseignement rigide et des évolutions culturelles favorables au relâchement du contrôle social et à l'émergence de valeurs plus tournées vers la permissivité et l'hédonisme. Partout, sont effet dénoncés le mandarinat professoral, le « contenu de classe de l'enseignement » qui préparerait à la « société capitaliste et impérialiste » et les étudiants à être des « chiens de garde de la bourgeoisie ». Partout sont organisés des « contre-cours ». A Nanterre, les « enragés » entretiennent le désordre, perturbent les cours, dénoncent la disparition

⁷ Samuel Barnes, Max KAASE et al., *Political action: mass participation in five western democracies*, Beverley Hills, Sage publications, 1979.

⁸ Sur ce point voir la démonstration définitive opérée par Olivier Fillieule dans *Stratégie de la rue*, Paris ? Presses de Sciences Po, 1996.

de la sociologie critique au profit de l'utilisation de la discipline à des fins de domestication pour le capitalisme.

Cette attention a débouché en France sur un paradigme explicatif dominant de la crise universitaire qui, de Boudon à Bourdieu⁹, a mis l'accent sur la crainte du déclassement du fait de la massification des effectifs étudiants et de l'inflation des diplômes. Il est vrai qu'ici mais aussi en Italie, la jeunesse scolarisée s'est employée à lutter contre la transformation de l'enseignement supérieur. Le catalyseur des grèves en fut une réforme (Fouchet) visant à ajuster les formations aux exigences nouvelles du système productif et à l'afflux d'étudiants provoqué par l'allongement de la scolarité ; ils sont passés en Italie de 268 000 durant l'année 1960-1961 à 500 000 en 1967-1968, de 220 000 à 514 000 en France.

Nous avons déjà eu l'occasion cependant de réfuter cette thèse pour le peu de crédibilité empirique qu'elle exerçait alors. Par effet d'hystérésis, c'est-à-dire d'un décalage dans le temps entre des représentations collectives idéalisantes (la représentation sociale de la valeur des diplômes) et la réalité objective (leur valeur réelle, inférieure désormais)¹⁰, le phénomène d'inflation-déévaluation des titres scolaires décelé par les sociologues n'est certainement pas perçu sur le moment par les acteurs et n'a donc pas agi sur eux ni comme motivations ni comme motifs de contestation¹¹. Il le sera bien plus tard, sans du reste en exercer les effets supposés par les chercheurs - ce qui ne fait que pointer le grand mystère des ressorts de l'action collective, généralement « miraculeuse » eu égard aux attentes objectives du sociologue. Il faudrait aussi noter la parenté de cette thèse avec le modèle de la frustration/agression, une parenté tue et plus encore méconnue qui n'en est pas moins réelle en dépit de l'éloignement théorique des auteurs. Enfin, en se concentrant sur la situation des universités, ce modèle explicatif passe sans doute à côté de l'un des phénomènes les plus saillants de l'époque, à savoir le caractère générationnel des révoltes par-delà le capital social et culturel de ses acteurs qui est au cœur des analyses présentées auparavant. Difficile en effet avec lui de penser comment et pourquoi les jeunes blancs étasuniens vont se mettre au service des jeunes noirs ou en Italie, les étudiants au service des jeunes ouvriers, en dépit de la thèse bourdieusienne de l'homologie structurale à laquelle nous allons maintenant nous attacher.

Les années 68 : un cycle de protestation. La question de l'extension d'un mouvement social

L'extension d'un conflit au-delà de ses frontières initiales a donné lieu à deux lectures différentes du point de vue théorique. L'une, lancée par Sidney Tarrow, réinvestit la notion de cycle pour s'intéresser aux conditions de généralisation et d'agrégation des contestations sociales. L'autre, de Michel Dobry, refuse une telle perspective

⁹ Raymond Boudon, « La crise universitaire française : essai de diagnostic sociologique », *Annales ESC*, mai-juin 1969 ; Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.

¹⁰ Pierre Bourdieu, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 24, 1978, p. 2-22.

¹¹ Sur la distinction, voir Kenneth Burke, *A Rhetoric of Motives*, Berkeley, University of California Press, 1969.

étiologique pour privilégier les dynamiques constitutives d'une crise politique à partir d'une perspective bourdieusienne.

De la crise universitaire à la crise politique

Pour Bourdieu, la crise universitaire traduit un déclassement social, un « décalage structural entre les aspirations statutaires – inscrites dans des positions et des titres qui, en l'état antérieur du système, offraient réellement les chances correspondantes – et les chances effectivement assurées, au moment considéré, par ces titres et ces positions ¹² ». Particulièrement ressenti dans les facultés de sociologie et de lettres, il se retrouverait chez d'autres, comme les ouvriers spécialisés titulaires d'un CAP voire d'un baccalauréat, qui partageraient cette « déqualification objective et/ou subjective, et (...) la frustration engendrée par l'expérience de l'inutilité du diplôme ¹³ ». Cette homologie structurale serait au principe des alliances et processus de solidarité entre agents à l'œuvre dans la synchronisation des crises latentes dans différents champs sociaux perdant alors leur autonomie.

Le modèle des crises politiques proposé par Michel Dobry ¹⁴ s'inscrit dans la perspective de Pierre Bourdieu par-delà les divergences de vocabulaire. Pour lui, une crise politique se niche dans la fluidité politique – les « moments critiques » dirait le second – consécutive à la perte d'autonomie des secteurs sociaux – les « champs » de la sociologie bourdieusienne. Elle est portée par les « mobilisations multisectorielles », c'est-à-dire « les mobilisations localisées simultanément sur plusieurs champs ¹⁵ » qui témoignent et d'une interdépendance accrue entre acteurs de champs différents et d'une incertitude structurelle consécutive au brouillage des règles habituelles de leur fonctionnement. Cependant, dans son refus de toute approche étiologique qui le fait s'intéresser aux dynamiques de crise, Michel Dobry délaisse totalement l'interrogation sur les causes de la crise.

La notion de cycle de protestation

C'est dans son étude consacrée aux mouvements sociaux en Italie à la charnière des années 1960 et 1970 que Sidney Tarrow a avancé le concept de cycle de mobilisation (*cycle of protest* ou *cycle of collective action*). « Vague croissante puis décroissante d'actions collectives étroitement liées et de réactions à celles-ci ¹⁶ », il serait attesté au vu de cinq éléments : l'intensification du conflit, sa diffusion géographique et sociale, l'apparition d'actions spontanées mais aussi de nouvelles organisations, l'émergence de nouveaux symboles, de nouvelles interprétations du monde et idéologies, l'extension du répertoire d'actions. Tout cycle suivrait trois phases : une phase ascendante de révolte – celle du « moment de folie » où tout semble possible, pour

¹² Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, *op. cit.*, 1984, p. 213.

¹³ *Ibid.*, p. 216.

¹⁴ Michel Dobry, « Mobilisations multisectorielles et dynamiques des crises politiques : un point de vue heuristique », dans *Revue française de sociologie*, XXIV, 1983, p. 395-419.

¹⁵ Michel Dobry, *ibid.*, p. 402.

¹⁶ Sidney Tarrow, *Democracy and disorder: Protest and politics in Italy, 1965-1975*, Oxford University Press, 1989 (Trad. italienne, 1995, p. 95).

reprendre une expression d'Aristide Zolberg¹⁷ –, une phase de zénith marquée par la radicalisation des actions, une phase descendante. Avec cette thèse, Tarrow se situe clairement dans le courant du processus politique qui est une variante de la théorie de la mobilisation des ressources ; il partage avec elle l'idée qu'un cycle procède de « conflits structurels » et de l'ouverture de la structure des opportunités politiques.

L'un des intérêts de la notion de cycle consiste à resituer un conflit particulier dans sa synchronie, c'est-à-dire dans les effets d'imitation, de reproduction, de concurrence et d'opposition avec d'autres. Le « Mouvement » américain puise d'abord dans le pacifisme qui nourrit plusieurs protestations : contre la préparation militaire obligatoire et ensuite la conscription, en faveur de Cuba et des « peuples opprimés », Vietnam en tête, pour les droits civiques et contre la ségrégation raciale avec les *sit-in*, des boycotts et les *freedom riders* (les marcheurs de la liberté) des étés 1961-1962. Un tel entrelacement se retrouve ailleurs qu'aux Etats-Unis sans, peut-être, y atteindre un tel niveau d'enchevêtrement de fils contestataires.

Au Japon, l'agitation estudiantine qui commence en 1965 avec pour causes conjointes l'accélération de la guerre du Vietnam et une première augmentation des droits d'inscription universitaires est attisée depuis de nombreuses années par l'anti-américanisme au principe duquel se sont succédé les mobilisations contre la guerre de Corée (1950-1953), contre les essais nucléaires depuis 1956, contre la présence des 128 bases américaines et leur rôle dans la guerre du Vietnam, contre le traité de Sécurité (AMPO) signé en janvier 1960 avec les Etats-Unis et enfin pour la demande de la rétrocession de l'île d'Okinawa au pays. La mobilisation reprend à la fin des années 1960 en perspective du renouvellement décennal du traité et en pleine rébellion étudiante pour forger la « génération AMPO 1970 ». Des « comités étudiants anti-guerre » se forment. Yoko Nagata fonde en 1968 le Comité de lutte Tokyo-Yokohama contre le traité de sécurité nippon-japonais (Keihin Ampo Kyoto), d'obédience maoïste, qui participera à la création de l'Armée rouge l'année suivante.

La contestation arrive sur le continent européen par la RFA et une dynamique comparable. Là aussi, elle trouve ses points d'ancrage dans l'antiaméricanisme et la guerre du Vietnam avec l'organisation d'une première manifestation à Berlin-ouest en février 1966, dans la critique de l'autoritarisme de l'institution universitaire et, sur un plan national, dans la lutte contre l'adoption d'une législation d'exception qui est au centre des débats politiques depuis 1958 pour permettre au pays d'assurer sa propre sécurité après l'abrogation du statut d'occupation par les Alliés.

Les cas français et italien sont sans doute moins tributaires du contexte international et par voie de conséquence d'abord centrés sur la situation universitaire. Dans les deux pays, la contestation estudiantine part de nouvelles facultés périphériques par leur localisation et leur spécialisation disciplinaire, la sociologie et, on l'a vu, trouve dans des projets de réforme matière à se développer. Mais dans les deux cas, on voit aussi se profiler, derrière la critique initiale de l'académie, d'autres aspirations, à plus d'émancipation et de libertés. Ainsi, les premiers incidents nanterrois sont apparus en mars 1967 lors de l'occupation par les garçons du bâtiment des filles tandis qu'en Italie, un journal lycéen parlant de sexualité a provoqué un véritable scandale. L'effet générationnel est ici clair.

¹⁷ Aristide Zolberg "Moments of Madness", *Politics and Society*, n° 2, 1972, p. 183-207.

Initiator et spin-off movements

Les effets d'entraînement à l'échelle transnationale qui, on le verra, est celle privilégiée aujourd'hui (voir *infra*) se retrouvent à une échelle strictement nationale, et l'on ne peut comprendre la dynamique d'un mouvement en s'en tenant à lui seul comme s'il vivait en vase clos. Il faut l'envisager de façon relationnelle, c'est-à-dire tracer son évolution, par un découpage séquentiel, au regard des réponses qui lui sont (ou non) apportées par les pouvoirs publics, des réactions qu'il suscite, par exemple dans le déploiement ou la naissance de contre-mouvements, mais aussi des rapports qu'il entretient avec les autres organisations du champ multi-organisationnel dans lequel il s'insère, de sorte à relever les emprunts réciproques, les logiques de concurrences, les jeux d'alliances et d'opposition, etc. En d'autres termes, la question de l'élargissement et de la diffusion d'un mouvement social qui est l'une des voies les plus fertiles de la sociologie de l'action collective aujourd'hui pourrait être plus heuristique si, avant de s'interroger sur la diffusion géographique transfrontalière, elle commençait par sa diffusion sociale au-delà du cercle initial du groupe en l'envisageant comme partie d'un tout, le champ multi-organisationnel ¹⁸.

Doug McAdam illustre bien le phénomène lorsque, dans le prolongement de Sidney Tarrow, il s'attache aux « familles de mouvement » acteurs d'un cycle de protestation. Il distingue les mouvements « initiateurs » (*initiator movements*), qui « annoncent ou déclenchent un cycle de mobilisation identifiable », des mouvements « suivistes » (*spin off movements*) qui « sous différents aspects, tirent leur impulsion et inspiration ¹⁹ » des premiers : ils en adaptent le modèle organisationnel, voire incubent en leur sein, et s'alignent sur leur cadre interprétatif.

Sans remonter à l'acte souvent considéré comme fondateur du mouvement des droits civiques (le refus de Rosa Parks de céder sa place à un voyageur blanc à Montgomery, Alabama, le 1^{er} décembre 1955), il est clair que celui-ci a joué un rôle essentiel dans la progressive ébullition des campus et la politisation des jeunes blancs. La ségrégation a été source d'indignation, elle a conféré au cycle de protestation une dimension plus morale (« pas en mon nom », ni à l'égard des Vietnamiens ni des Noirs) que sociale, fourni aux jeunes blancs une première expérience de militantisme par exemple dans le volontariat dans les ghettos encouragé par le SDS (*Students for a Democratic Society*), notamment le programme ERAP ²⁰, ou dans les *freedom rides* (les marches de la liberté). Elle a développé un mode d'action original, le *sit-in*, utilisé pour la première fois le 1^{er} février 1960 à Greensboro, mais aussi les marches à l'exemple de celle se dirigeant vers Washington le 28 août 1963 à l'issue de laquelle Martin Luther King prononça son célèbre discours « *I have a dream* ». Elle a aussi fourni le cadre d'interprétation dominant des protestations : le cadre « droits civils » qui s'est élargi à partir de lui à l'ensemble des groupes : étudiant, féministe, pacifiste, homosexuel,

¹⁸ L. Curtis Russel, Louis A. Zurcher, « Stable Resources of Protest Movements : The Multi-Organizational Field », *Social Forces*, vol. 52 (1), 1973.

¹⁹ Doug McAdam, « Initiator and spin-off movements : diffusion processes in protest cycles », dans Mark Traugott, (dir.), *Repertoires and cycles of collective action*, Durham and London, Duke University Press, 1995, p. 217-239.

²⁰ Le programme ERAP (pour Economic research and action project) est lancé en 1963 par Richard Flacks. Il consiste dans l'envoi d'étudiants dans les quartiers défavorisés pour apporter soutien à la population noire.

antinucléaire, etc. D'ailleurs, la décision prise le 1^{er} octobre 1964 par le président de l'université de Berkeley, Clark Kerr, d'interdire les activités politiques de propagande sur le campus qui va être le détonateur des révoltes proprement étudiantes est en réaction à cet état de fait et contribue à envenimer les relations entre étudiants et autorités académiques – il sera obligé de revenir sur cette décision dès le 3 janvier 1965. Enfin, la révolte des campus et la nouvelle gauche se calent sur une dynamique en partie impulsée par le mouvement des droits civiques : désobéissance civile non violente dans la phase initiale ; radicalisation à partir du milieu des années 1960 avec les émeutes des ghettos (22 émeutes dans les ghettos noirs en 1964, 82 à l'été 1967), l'apparition en 1966 d'échanges de coups de feu avec la police et la fondation la même année à Oakland du Black Panther Party (BPP).

La diffusion d'un mouvement social

A ce stade de développement de la sociologie des mouvements sociaux, nous avons donc deux modèles : l'un basé sur l'étude diachronique d'un conflit social (en l'espèce, la révolte de la jeunesse scolarisée), l'autre sur l'étude synchronique d'une pluralité de conflits (dont celui de la jeunesse scolarisée) qui agissent les uns avec, contre ou en parallèle avec les autres. Celui-ci est dominant pour ne pas dire unique dans ce sous-champ disciplinaire des années 1970 ; il relève, comme le souligne Alberto Melucci, « des théories de l'activation des facteurs de l'action collective ²¹ », mais ne s'interroge jamais sur les causes structurelles du changement qui l'a rendue possible. Tout au plus, il fait une analyse diachronique de *l'émergence* du mouvement. Pour Melucci, il faut lier diachronie et synchronie, changement et structure : la lutte de classes s'inscrit dans la synchronie et une structure sociale donnée, mais « l'opposition synchronique des classes doit se lire dans l'histoire et la chronologie », donc dans la diachronie ²². On ne peut pour autant revenir ni à la simple lecture diachronique expliquant la simultanéité des révoltes ni aux théories de la contagion antérieures. La solution pour sauvegarder et la démarche méso-sociologique de la théorie de la mobilisation des ressources et son paradigme rationnel sera le détour par le transnational.

Définir les conditions de circulation (Viêt-Nam et contre-culture) n'est cependant pas suffisant si la démarche ne s'accompagne pas de deux autres niveaux d'analyse : d'une part, les conditions de réceptivité de ces occasions – vieille antienne de la sociologie des mouvements sociaux qui souvent achoppe sur les conditions de passage d'une opportunité à une action ; d'autre part, les agents concrets, incarnés, de ce processus d'import-export des causes et des modes d'action. Tandis que la première est assez bien investie, la seconde reste à l'état de chantier à ouvrir.

Le détour par le transnational : les vecteurs de circulation

Une approche méso-sociologique (autre version de la structure des opportunités politiques de la théorie de la mobilisation des ressources) mettrait l'accent sur les contraintes permettant de répondre à la question de la diffusion géographique, mais à

²¹ Alberto Melucci, "Dieci ipotesi per l'analisi dei nuovi movimenti", dans *Quaderni piacentini*, n° 65-66, février 1978, p. 43.

²² *Ibid.*, p. 45.

celle-ci seulement : pourquoi la révolte se diffuse-t-elle à partir des USA, du Japon au continent européen en passant d'abord par la RFA, l'Italie, et *in fine* la France ? C'est l'effet, en premier lieu, de la lutte contre la guerre du Viêt-nam qui se propage par effets d'ondulations à partir des pays les plus concernés.

D'abord, évidemment, sur le sol nord-américain. En 1965 apparaissent les premiers autodafés de livrets militaires. Le 17 avril 1965, le Students for a Democratic Society (SDS) organise une protestation nationale à Washington et le Free Speech Movement (FSM) au campus de Berkeley les 21 et 22 mai 1965. En novembre, le quaker Norman Morrison s'immole devant le Pentagone en signe de solidarité avec les bouddhistes du Sud-Vietnam qui procèdent de même. Ensuite, là aussi logiquement, au Japon comme nous l'avons vu, en raison de la place qu'occupe l'île dans le dispositif militaire étasunien. Puis la RFA et l'Italie du fait de la présence de bases militaires américaines en leur sein. Enfin en France avec la création des Comités Viêt-Nam : le Comité Viêt-Nam national (CVN), véritablement unitaire depuis novembre 1966, les Comités Viêt-Nam national des lycées qui deviendront les Comités d'action lycéens (CAL) et les Comités Viêt-Nam de base (CVB) mis en place en mai 1967 par les maoïstes. C'est du reste l'arrestation d'activistes du CVN à l'issue du saccage du siège de l'American Express en mars 1968 qui provoque indirectement la création du « Mouvement du 22 mars » à la suite de l'occupation dans la nuit suivante de la salle de réunion de la faculté de Nanterre.

La lutte contre la guerre prend de l'ampleur à partir de 1967. Elle s'internationalise et devient le vecteur essentiel de circulation de la contestation et de mise en contact de la « nouvelle gauche ». Dès l'été 1965, la contestation étudiante atteint la Grande-Bretagne sur les campus d'Oxford et de la London School of Economics. Le Tribunal Russell qui réunit des personnalités du monde entier est lancé en novembre 1966 et se tient à Stockholm en mai 1967 (la France a refusé de l'abriter) ; il condamne les Etats-Unis pour génocide. Un Congrès international sur le Vietnam est organisé à Berlin-Ouest en février 1968. A l'automne, ce sont des étudiants du SDS qui se rendent au Japon pour y rencontrer leurs homologues japonais du Bundo (ou Ligue des communistes).

Le second vecteur, premier chronologiquement mais moindre sur le plan des effets exercés, est constitué par la contre-culture. Elle s'exprime de façon échevelée, dans des revues, les mouvements hippy et psychédélique, dans le théâtre engagé du Living Theatre, pionnier en la matière, dans la Free School (à l'origine FUNY – Free University of NY) de New York fondée en 1965 « pour répondre à la banqueroute intellectuelle et à l'inanité spirituelle de l'enseignement traditionnel en Amérique » et qui propose des cours sur « Mao et le Black Power » où sont enseignées les « Perspectives du radicalisme américain », l'« Autodéfense gauchiste », etc. Ces expériences gagnent Berlin avec la création en mars 1967 de la communauté Kommune I sous l'influence des libertaires et des Provos d'Amsterdam, et celle de l'Université critique regroupant 600 étudiants et 60 enseignants en novembre, puis Londres avec l'ouverture à la même période de l'Anti-université, etc. Là encore, la France est la dernière à être touchée par le phénomène. Jusqu'à la fondation d'*Actuel*, nous n'en connaissons qu'une version édulcorée, avec ses icônes romantiques et tragiques (la figure de James Dean, les films de Godard pour les plus dotés en capital culturel), ses nouveaux codes vestimentaires et un mode d'expression privilégié : la

musique (l'explosion du yé-yé en 1965, de la chanson engagée aux Etats-Unis, le rock ²³).

Les conditions de réceptivité de la circulation des révoltes

Cette culture populaire à caractère plus générationnel que social constitue sans doute un ciment essentiel de construction identitaire et de diffusion de nouveaux modèles de comportements par delà les frontières. Elle résonne en effet en même temps qu'elle renforce l'anti-autoritarisme qui est à la base de ce qu'on peut appeler l'esprit originel de 68, avant que ne se fasse la greffe idéologique du marxisme : un maelström d'utopisme libertaire teinté de freudisme et de romantisme que l'on oppose aux perspectives tracées de se couler dans le bien être matériel et la consommation. L'anti-autoritarisme qui se déverse contre toutes les institutions : scolaire, familiale, partisane, politique... Il tire sa force de la crise des autres vecteurs de socialisation : l'espace religieux, secoué par Vatican II et le développement du catholicisme social, le cercle familial, déstabilisé par le déclin de la domination masculine tant paternelle que maritale et par l'affirmation de la sexualité, l'enceinte scolaire bouleversée par l'arrivée des enfants du *baby-boom*. A écouter tous les témoignages et souvenirs des acteurs, Mai 68 est d'abord un souffle, une respiration, une libération des carcans où s'entremêlent des transgressions collectives autant que personnelles (porter un jean, laisser pousser ses cheveux...).

L'autre condition de réceptivité de la circulation des révoltes juvéniles est la crise des organisations d'encadrement traditionnel, secouées par des contestations internes (par exemple l'opéraïsme en Italie), qui donnent vigueur aux groupes d'extrême gauche ou à ce que de nombreux sociologues de l'action collective préfèrent appeler de « gauche libertaire » : « Ils sont 'de gauche' parce qu'ils partagent avec le socialisme traditionnel une méfiance envers le marché, l'investissement privé et l'éthique de la réussite, ainsi qu'un engagement en faveur de la redistribution égalitaire. Ils sont 'libertaires' car ils rejettent l'autorité de la bureaucratie privée ou publique à réguler les conduites individuelles et collectives ²⁴. » Sur le continent américain, le terme prévalant à l'époque est la « nouvelle gauche ». Quelles que soient les dénominations, plusieurs points communs se dégagent de l'ensemble : la méfiance à l'égard de la gauche traditionnelle (voire l'anticommunisme) et plus généralement des institutions et des organisations ; l'empreinte libertaire mâtinée de marxisme dans un dosage variable de pays à pays, et de groupes à groupes ; l'attention portée au moins autant à l'aliénation qu'à l'exploitation ; les attentes à l'égard du Tiers Monde ; la critique à l'égard de la société de consommation et pour certains de la société productive (d'où les critiques de la technologie et émergence du thème de l'écologie) ; l'anti-autoritarisme. C'est au sein de cette nouvelle gauche qu'incubent les groupes les plus radicaux de l'époque : le SDS (Students for a Democratic Society), étasunien d'où viendra le RYM (Revolutionary Youth Movement) et bientôt la WUO, la SDS (Ligue des étudiants socialistes allemands) allemande dont la supposée tiédeur entraînera

²³ Sur ce point, voir Christophe Traïni, *La musique en colère*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

²⁴ Herbert Kitschelt « New Social Movements and the Decline of Party Organization », dans R. J. Dalton, M. Kuechler, *Challenging the Political Order: New Social and Political Movements in Western Democracies*, Oxford University Press, 1990, p. 180.

les incendies de magasins par les futurs fondateurs de la RAF (Fraction armée rouge), la Zengakuren japonaise d'où naîtront les futures armées rouges, issues de la crise de l'UEC : la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), trotskyste, en avril 1966, et en décembre de la même année, l'Union des jeunesses communistes marxistes léninistes (UJCml), maoïste qui connaît à son tour une crise aux lendemains de Mai d'où surgissent deux organisations : la Gauche prolétarienne (GP) et Vive La Révolution ! (VLR), l'opéraïsme où, son égide, se sont constitués à partir de 1966 « La Lotta Continua » qui explose dès l'été avec, principalement, deux organisations concurrentes : Potere Operaio (PotOp) et Lotta Continua (LC).

Ces pistes sont intéressantes mais sans doute insuffisantes. Elles mériteraient d'être travaillées pour comprendre les logiques à l'œuvre dans l'extension d'un mouvement social. Le chantier qui s'ouvre alors ne se limite pas à constater, par exemple, la tenue de conférences permettant aux uns et aux autres de se rencontrer, d'échanger idées et modes d'action, de s'accorder sur une expérience commune (ou une attribution de similarité) ou encore de tracer des lignes d'action convergentes (comme le Congrès international sur le Vietnam tenu à Berlin-Ouest en février 1968 ou la rencontre à la fin de la même année entre activistes du Students for a Democratic Society – SDS – et de la nouvelle gauche japonaise à Tokyo), mais à se demander comment de telles rencontres sont possibles, quelles sont les caractéristiques sociodémographiques des passeurs, quels sont les ressorts de leur projection au-delà de leur groupe militant d'appartenance, quelles sont les ressources déployées pour le convaincre de l'intérêt d'une telle rencontre et *a fortiori* d'alliance, et encore quels sont les moyens mis à disposition pour y parvenir. Une telle approche micro-sociologique, venue de l'analyse des transferts culturels, a déjà été utilisée sur le mouvement altermondialiste en mettant l'accent sur les passeurs (ou *brokers*), sachant que ce processus doit être ré-incarné. Elle reste à faire pour comprendre la diffusion des révoltes des années 1968.

L'auteur

Isabelle Sommier est professeur de sociologie au département de science politique de l'université Paris I et directrice du Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS, UMR 8057). Ses recherches portent sur les mouvements sociaux et la violence politique. Elle est l'auteur notamment de *La violence révolutionnaire* (Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Contester », 2008) et de *La violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998, 253 p. 2^e réédition 2008).

Résumé

Cet article rend compte de la façon dont la sociologie des mouvements sociaux a cherché à expliquer la diffusion des révoltes juvéniles des années 1960 sous l'angle à la fois de leur circulation géographique - du sol étasunien à l'Europe et au Japon - et de l'extension sociale des contestations. Dans la mobilisation étudiante en effet, les causes internes à l'espace universitaire se sont étroitement entrelacées avec les causes externes comme la lutte contre la guerre du Vietnam et, aux Etats-unis, le mouvement des droits civiques qui a fortement contribué à politiser les campus.

Abstract

This article describes how the sociology of social movements sought to explain the diffusion of juvenile revolts in the 1960s from the angle of their geographic circulation - from the United States to Europe and Japan - and the social extension of protests. In the student mobilization, internal causes within the universities were closely intermingled with external causes such as the movement against the war in Vietnam and, in the United States, the civil rights movement that contributed to politicize campuses.

Mots clés : révoltes juvéniles ; cycle de protestation ; génération ; guerre du Vietnam ; anti-autoritarisme.

Key Words: Juvenile Revolts; Cycle of Protest; Generation; Vietnam War; Anti-Authoritarianism.

Pour citer cet article:

Isabelle Sommier, « Les processus de diffusion des révoltes juvéniles de 68 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 6, septembre-décembre 2008.